

12 mars 2011 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Entretien de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, dans l'hebdomadaire brésilien "Veja" du 12 mars 2011, notamment sur les révolutions populaires en Afrique du Nord, la lutte contre la faim dans le monde, la non prolifération nucléaire et sur les relations franco-brésiliennes.

QUESTION - Dans quelles mesures les révoltes populaires en Afrique du Nord peuvent-elles aboutir à la mise en place de gouvernements anti-occidentaux et quelles peuvent en être les conséquences pour la région ?

LE PRESIDENT - Ce qui se passe dans le monde arabe est historique. Ces révolutions arabes sont admirables parce qu'elles sont authentiques. Sans l'aide de quiconque, avec un courage inouï, ces peuples ont pris en main leur destin et renversé des régimes qu'ils rejetaient. Et ils l'ont fait au nom des valeurs qui nous sont les plus chères : la liberté, la démocratie, la justice, les droits de l'Homme. Pour la première fois dans l'Histoire, ces valeurs peuvent triompher des deux côtés de la Méditerranée.

Ces révolutions, nous ne devons pas en avoir peur. Bien sûr, personne ne peut dire avec certitude ce qui va se passer dans l'avenir et personne ne peut exclure des dérives. Mais rappelons-nous que ni en Tunisie, ni en Égypte, ni nulle part ailleurs, les manifestants n'ont crié « à bas l'Occident » et nulle part on a entendu des slogans extrémistes ou fondamentalistes. Tout ce que demandent ces peuples, c'est le respect de leurs droits les plus élémentaires. Et ils le font avec un courage et une dignité qui forcent l'admiration.

L'espérance que ces mouvements historiques ont fait naître ne doit pas mourir. Rien ne serait pire que de voir ce vent de liberté donner naissance à des régimes pires encore que ceux qu'il a renversés.

Notre responsabilité, c'est d'accompagner ces profonds changements, d'aider ces peuples et leurs dirigeants à réussir leur transition vers la démocratie. Nous avons le devoir d'être aux côtés de ces peuples qui ont fait le choix d'être libres. C'est en les soutenant financièrement, techniquement, humainement à réussir cette transition, que nous pourrons le mieux les aider à éviter ces dérives et c'est comme cela que nous serons à la hauteur de ce moment historique. Le moment est aussi venu de refonder, à la lumière de ces développements historiques, l'Union pour la Méditerranée, lancée en 2008 à l'initiative de la France. La France fera des propositions à ses partenaires en ce sens.

QUESTION - Que peut faire la communauté internationale face aux événements tragiques qui se déroulent en Libye ?

LE PRESIDENT - Il est essentiel que la communauté internationale se mobilise pour que M. Kadhafi et son clan cessent les violences contre le peuple libyen. Le Conseil de Sécurité unanime a déjà adopté un certain nombre de sanctions, en saisissant la Cour pénale internationale et en décidant des mesures économiques, que nous mettons en œuvre avec beaucoup de détermination dans le cadre européen.

A la demande de la France, un Conseil européen extraordinaire consacré à la situation en Libye se réunira le 11 mars prochain pour traiter de la situation libyenne dans son ensemble : comment

mettre fin aux violences et permettre aux Libyens d'obtenir le régime démocratique qu'ils réclament ? Comment traiter les questions migratoires qui résultent du départ de centaines de milliers d'étrangers jusque-là employés en Libye - la France a d'ailleurs contribué de façon importante à cette évacuation, notamment pour les Égyptiens, dont près de 5 000 sont rentrés chez eux dans des avions ou des bateaux français.

Par ailleurs, il faut empêcher que Kadhafi utilise ses forces aériennes contre la population civile. Naturellement, cela doit se faire dans le cadre d'une résolution des Nations Unies et d'une coopération internationale avec nos partenaires . De ce point de vue, le Brésil a un rôle éminent à jouer, car c'est un acteur respecté et écouté de la communauté internationale et qu'il siège au Conseil de sécurité des Nations Unies.

Il faut également soutenir l'opposition démocratique libyenne. C'est ce que nous avons fait en étant le premier pays à saluer la création du Conseil national libyen et en apportant notre soutien aux principes et aux objectifs qui l'animent.

Enfin, notre devoir est d'alléger les souffrances du peuple libyen en lui apportant l'aide humanitaire dont il a tant besoin. C'est ce que la France, avec d'autres, a commencé à faire. Nous avons déjà envoyé plusieurs convois humanitaires, nous allons encore renforcer cette aide. Le monde doit être aux côtés du peuple libyen à ce moment si tragique, et en même temps plein d'espoir, de son histoire.

QUESTION - La France appuie la révolution en Tunisie mais se refuse à accepter les immigrés illégaux qui fuient le chaos qui règne dans ce pays. Comment expliquez-vous cette position contradictoire ?

LE PRESIDENT - Ce que nous avons dit, c'est que nous appliquerions avec la Tunisie les règles de visa en vigueur, rien de plus, rien de moins.

La Tunisie vit des heures historiques et notre rôle, c'est d'être aux côtés des autorités tunisiennes pour les aider à réussir la transition démocratique et à répondre aux attentes du peuple tunisien. L'Europe a bien entendu un rôle important à jouer pour accompagner ce processus. Je pense notamment aux questions d'éducation et de formation des jeunes, sur lesquelles je souhaite que l'Union européenne s'engage tout particulièrement. C'est la raison pour laquelle la France a proposé à ses partenaires européens d'adopter rapidement une stratégie commune sur toutes ces questions.

C'est comme cela que l'on peut être aux côtés de la Tunisie, en l'aidant à offrir un avenir à sa jeunesse et certainement pas en la laissant se vider de talents dont elle a aujourd'hui plus que jamais besoin. D'autant que rien ne serait pire que d'accepter massivement des gens que nous n'aurions pas les moyens d'accueillir dignement.

QUESTION - L'an dernier, vous avez affirmé qu'un accord de paix entre les Israéliens et les Palestiniens serait possible en 2011. Plus récemment, la publication de documents sur les négociations entre Palestiniens et Israéliens indique qu'ils sont au contraire bien loin d'arriver à un accord. Croyez-vous toujours qu'un accord de paix est possible dans cette région ? De quelle façon pourrait-il être obtenu ?

LE PRESIDENT - Une relance du processus de paix est non seulement possible, mais elle est nécessaire et elle est urgente. Les paramètres d'un accord de paix sont connus de tous, depuis longtemps et c'est maintenant une question de volonté.

Je ne sous-estime aucunement les difficultés de cette négociation et je n'ignore pas non plus que le choix de la paix n'est pas toujours celui qui demande le moins de courage. Mais c'est un risque à prendre. Le plus grand danger, c'est celui de l'immobilisme, car le statu quo ne fait que renforcer les extrémismes dans chaque camp.

Seule une reprise des négociations directes permettra de sortir de l'impasse et c'est la responsabilité de la communauté internationale de la favoriser et de l'accompagner.

Mais pour cela, nous devons être capables de tirer les enseignements des efforts précédents et poser la question de la méthode. Il faut une approche plus collective, qui associe tous ceux qui jouent un rôle au Proche-Orient, y compris bien sûr l'Europe. C'est dans cet esprit que la France a proposé que l'on réfléchisse à un mécanisme d'accompagnement de cette négociation, qui

associerait les pays qui dans la région et au-delà sont particulièrement impliqués dans la résolution de ce conflit. C'est le seul moyen de renouer la confiance entre les parties, qui fait aujourd'hui cruellement défaut.

J'ai également dit que la France était prête à accueillir une deuxième conférence des donateurs internationaux pour le futur État palestinien, après celle de décembre 2007. A une condition : que cette conférence des donateurs s'inscrive dans une dimension politique.

QUESTION - Certains économistes affirment que la faim dans le monde n'est pas due à un manque d'aliments, mais à une mauvaise distribution des richesses. L'un des moyens les plus efficaces de redistribuer les richesses consiste à ouvrir le marché des pays riches aux produits des pays pauvres. La France entend-elle aller dans ce sens alors qu'elle exerce la présidence du G20 ?

LE PRESIDENT - La lutte contre la faim dans le monde est, pour la France, une absolue priorité. Aujourd'hui, ce sont un milliard d'êtres humains qui sont mal-nourris et les prix des matières premières agricoles explosent et rien ne dit que nous ne connaissons pas à nouveau cette année, comme il y a trois ans, des émeutes de la faim.

La France est le pays qui s'est le plus battu ces dernières années pour mettre la question de la sécurité alimentaire au sommet de l'agenda international : dès 2008, en proposant la création d'un partenariat mondial pour l'alimentation et l'agriculture et puis en faisant de cette question une priorité de la présidence française du G20.

Pour faire reculer la faim dans le monde, nous devons - vous avez raison de le souligner - ouvrir nos marchés aux pays les plus pauvres. C'est ce que nous avons fait, nous Européens, en adoptant en 2001 l'initiative « Tout sauf les armes », qui a permis de libérer totalement l'accès au marché européen pour tous les produits - à l'exception des armes et des munitions - originaires des pays les moins avancés.

Mais pour être à la hauteur du défi gigantesque auquel nous sommes confrontés, il faut aller plus loin et s'attaquer à la question de la production. Les paramètres de l'équation sont simples : nous devons augmenter la production agricole mondiale de 70% si nous voulons être en mesure de nourrir les 9 milliards d'habitants que comptera la planète en 2050. Cela veut dire qu'il y a de la place pour des agricultures fortes partout dans le monde : ici au Brésil et en Amérique latine, mais aussi en Europe, aux États-Unis, en Afrique, en Asie...

Défendre la sécurité alimentaire, cela implique enfin de lutter contre la volatilité excessive des prix des matières premières agricoles. C'est un combat urgent et nécessaire, dont j'ai fait une des priorités de la présidence française du G20. Nous devons réguler les marchés agricoles comme nous avons régulé les marchés financiers.

QUESTION - Justement, que répondez-vous à ceux qui, au Brésil et ailleurs, considèrent que la lutte contre la volatilité des prix des matières premières est d'abord un moyen d'empêcher les grands pays agricoles, mais aussi les pays pauvres, de tirer profit de la hausse des prix ?

LE PRESIDENT - Je leur dis qu'ils se trompent. En aucun cas, il ne s'agit de limiter le développement de votre agriculture. Au contraire, la priorité aujourd'hui, je vous l'ai dit, c'est de développer la production. Nous avons besoin d'agricultures fortes, et tant mieux si le Brésil s'impose comme l'une des premières « fermes du monde ». Nous avons besoin de vous pour nourrir la planète.

En aucun cas non plus, il ne s'agit de vous empêcher de vendre vos produits à bon prix. Mais qui peut dire que la flambée actuelle des cours des matières premières n'est pas une menace pour la reprise économique et pour la stabilité du monde, quand par exemple le prix de la tonne de blé passe de 120 euros à 300 euros en six semaines ?

Et qui peut soutenir que la spéculation ne joue aucun rôle quand en une seule journée, un opérateur peut acheter 15% de la production mondiale de cacao et la revendre, en empochant la plus-value d'une hausse des prix qu'il a lui-même provoquée et tout cela sans avoir eu besoin d'engager le moindre centime ?

La France ne dit pas : « il faut fixer les prix ». Ce sont les marchés qui fixent les prix. Mais nous disons simplement que les marchés agricoles doivent être régulés et qu'il faut limiter les variations excessives, qui n'ont aucun lien avec la réalité et il faut accroître la transparence et il faut limiter le

rôle de la spéculation sur ces marchés, parce qu'à l'arrivée, ce sont toujours les peuples qui en paient le prix.

Et même les grandes agricultures émergentes comme le Brésil y ont le plus grand intérêt, parce qu'à une hausse brutale et erratique des prix s'ensuit toujours une baisse tout aussi brutale et tout aussi erratique.

Concrètement, qu'est-ce que nous proposons ? Premièrement, il faut renforcer la transparence sur les marchés physiques de matières premières agricoles, notamment sur les niveaux des stocks. Deuxièmement, nous devons mieux réguler les marchés financiers de dérivés sur matières premières agricoles, par exemple en définissant des règles de base contre les abus de marché. Troisièmement, enfin, il faut mettre en place des mécanismes renforcés pour faire face aux crises alimentaires & je pense par exemple à la question des stocks d'urgence en cas de crise. Il faut aussi permettre aux pays les plus pauvres d'avoir accès aux nouveaux instruments de couverture pour mieux se protéger des hausses des prix ou des événements affectant les récoltes.

Vous l'avez compris, c'est un sujet qui me tient extrêmement à cœur, mais c'est une question qui nous oblige tous. Parce que si nous devons à nouveau être confrontés à des émeutes de la faim, personne autour de la table ne pourra dire que cela ne le concerne pas.

QUESTION - La France est l'État qui s'oppose le plus farouchement à un accord de libre échange entre le Mercosur et l'Union européenne. Sur quoi repose ce blocage des négociations ?

LE PRESIDENT - L'accord que vous évoquez, nous y travaillons depuis plus de 10 ans. Nous sommes allés à la limite de ce que nous pouvons accepter, en particulier sur les questions agricoles. Aller plus loin, ce serait mettre en danger la vie de beaucoup de producteurs et d'éleveurs non seulement français, mais aussi européens & car contrairement à ce que vous semblez croire, de nombreux pays européens partagent la position de la France. L'Union européenne s'est déjà largement ouverte aux importations agricoles en provenance du Mercosur. Nous sommes même le premier acheteur du Mercosur et de très loin. Si nous restons favorables à un accord, il doit être équilibré, ce qui implique aussi que le Mercosur, de son côté, soit prêt à aller à la rencontre des demandes européennes sur les services et l'industrie.

Je vous disais tout à l'heure combien je respectais la détermination de vos dirigeants à défendre vos agriculteurs & vous devez aussi comprendre la mienne. Je ne serai pas le président qui laissera mourir l'agriculture française.

Mais je reste convaincu que nous finirons par trouver une solution acceptable par tous parce qu'elle respectera les intérêts de chacun. C'est notre devoir, car c'est l'intérêt de nos pays, et l'intérêt de nos peuples.

QUESTION - L'Union européenne tardant à accepter l'intégration de la Turquie, ce pays islamique tourne peu à peu le dos à l'Europe et se rapproche de l'Iran. Est-ce une erreur de ne pas avoir resserré les liens entre l'Occident et la Turquie ? Pourquoi ?

LE PRESIDENT - L'idée selon laquelle un grand pays comme la Turquie pourrait définir sa politique étrangère uniquement en fonction de la question de son adhésion à l'Union européenne, me semble non seulement extravagante, mais particulièrement irrespectueuse pour nos amis Turcs. La Turquie, c'est une grande diplomatie, particulièrement active dans la région et qui joue un rôle de plus en plus important sur la scène internationale, ce dont je me réjouis.

J'ai toujours défendu l'idée que la Turquie et l'Union européenne devaient poursuivre leur rapprochement et construire une relation aussi étroite que possible & mais sans aller jusqu'à l'intégration, qui ne profiterait en réalité ni à la Turquie, ni à l'Union européenne. La Turquie joue un rôle irremplaçable, dont le monde a plus que jamais besoin aujourd'hui : celui d'un pont entre l'Orient et l'Occident. Mais pour continuer à jouer pleinement ce rôle, la Turquie doit conserver cette place unique, qui fait sa force.

C'est dans cet esprit que j'ai proposé que nous réfléchissions à la construction d'un vaste espace économique et humain commun, dont l'Europe, la Turquie, avec la Russie, seraient les piliers.

QUESTION - Selon le gouvernement brésilien, il y a une asymétrie dans le monde et imposer des limites aux pays qui cherchent à se doter d'un programme nucléaire relève de l'hypocrisie puisque des puissances nucléaires comme la France et les États-Unis ne renoncent pas à leur

arsenal. Cet argument est-il fondé ? Pourquoi ?

LE PRESIDENT - On ne peut pas aborder la question du nucléaire sans faire une distinction très nette entre le nucléaire civil et le nucléaire militaire. Cette distinction est d'ailleurs au cur du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), qui définit les droits et les devoirs de chaque pays dans ce domaine.

Que dit le TNP ? D'abord que tous les États ont droit d'accéder au nucléaire civil. C'est une idée pour laquelle je me suis toujours battu : l'énergie nucléaire civile ne doit pas être réservée à quelques pays riches & tous les pays doivent pouvoir y accéder, car c'est un instrument essentiel du développement & à condition bien sûr de respecter les normes internationales de non-prolifération, de sûreté et de sécurité. La France est aujourd'hui le premier avocat dans le monde pour l'accès au nucléaire civil. Il y a un an, nous avons accueilli une grande conférence internationale consacrée à cette question, qui a réuni plus de soixante pays dont le Brésil. A cette occasion, j'ai fait des propositions extrêmement concrètes : j'ai par exemple demandé que les financements des institutions internationales, comme la Banque mondiale, cessent d'exclure les projets qui portent sur le nucléaire civil & j'ai également rappelé la disponibilité de la France à mettre ses installations de retraitement et de recyclage à la disposition des pays qui n'en ont pas, pourvu qu'ils respectent leurs engagements internationaux & la France a joué un rôle moteur en faveur de la création d'une banque du combustible à l'AIEA pour faire face au risque de rupture d'approvisionnement, que l'Union européenne va financer.

Le nucléaire militaire est d'une autre nature : c'est toute la question de la sécurité et de la stabilité du monde. Qui peut sérieusement penser que le monde serait plus sûr aujourd'hui s'il y avait deux, trois, quatre fois plus de pays possédant l'arme nucléaire ? Les règles définies par le TNP visent à empêcher cette prolifération : en demandant aux États qui possèdent déjà l'arme nucléaire de ne pas la transférer à d'autres et de poursuivre le désarmement nucléaire dans le cadre d'un désarmement général et complet & et à ceux qui ne la possèdent pas de ne pas chercher à l'obtenir.

Ce n'est donc pas une question de symétrie mais de respect des engagements pris. Car je vous rappelle que le TNP, c'est 189 États-parties, soit la quasi-totalité des pays du monde, qui y ont librement adhéré.

Enfin, dernière remarque : sur la question des arsenaux, je vous rappelle que la France est, de tous les pays dotés, celui qui, en comparaison, a le plus fait en matière de désarmement nucléaire. Et nous sommes également le pays le plus transparent du monde: j'ai annoncé que notre arsenal comptait désormais moins de 300 têtes nucléaires, soit moitié moins que pendant la guerre froide. J'espère que tous les Etats qui ont des armes nucléaires prendront des mesures identiques.

QUESTION - Mais justement, pourquoi ne pas aller plus loin en renonçant à votre arsenal nucléaire ?

LE PRESIDENT - Je vous l'ai dit, nous sommes, et de très loin, le pays qui a le plus fait en matière de désarmement nucléaire. Rendez-vous compte : en l'espace de quelques années, nous avons arrêté les essais nucléaires & démantelé nos sites d'essais, mais aussi nos sites de production de matières fissiles militaires & démantelé tous nos missiles sol-sol & réduit d'un tiers notre composante aéronavale et notre composante aéroportée. Ce sont là des gestes majeurs et irréversibles. La France est aujourd'hui le pays qui applique le plus strictement le principe dit de « stricte suffisance », c'est-à-dire que nous maintenons notre arsenal au niveau le plus bas possible, compatible avec la situation stratégique et la crédibilité de notre dissuasion.

Devrions-nous aller plus loin ? C'est l'environnement stratégique, l'état de la menace et les perspectives de la sécurité internationale qui le permettront ou pas. Surtout, renoncer à notre capacité de dissuasion, au moment même où de plus en plus d'États cherchent à acquérir des armes nucléaires, où les menaces de prolifération n'ont jamais été aussi nombreuses, ce serait tout simplement irresponsable.

QUESTION - Comment la France voit-elle l'appui du gouvernement brésilien au droit de l'Iran à développer un programme nucléaire à des fins pacifiques ?

LE PRESIDENT - Le Brésil est un pays qui a une longue tradition de coopération avec la France

LE PRESIDENT - La France, comme l'ensemble de la communauté internationale, n'a jamais contesté le droit de l'Iran à accéder, comme tout autre pays, à l'énergie nucléaire civile. Avec nos partenaires européens, nous avons même fait, depuis 2003, plusieurs offres extrêmement ambitieuses, y compris dans le domaine du nucléaire civil, aux autorités iraniennes, à condition qu'elles renoncent à leurs activités proliférantes illégales. Les Iraniens les ont toujours refusées. Au lieu de cela, ils ont préféré multiplier les manœuvres dilatoires et les provocations : en poursuivant la prolifération nucléaire et balistique, en ignorant six résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et dix résolutions du Conseil des Gouverneurs de l'AIEA, en augmentant les taux d'enrichissement de l'uranium produit à Natanz. Et je vous rappelle qu'en septembre 2009, nos services de renseignement ont découvert l'existence d'un nouveau site nucléaire clandestin.

Personne aujourd'hui ne peut sérieusement soutenir que le programme d'enrichissement de l'uranium iranien est à des fins pacifiques. Il a été conçu dans la clandestinité et n'a aucune justification civile et industrielle. Il n'y a qu'un réacteur en Iran, et les Russes fournissent tout le combustible. Les rapports de l'AIEA ne disent d'ailleurs pas autre chose. Or pour nous c'est très clair : la perspective d'un Iran doté de l'arme nucléaire est tout simplement inacceptable, car elle ferait courir à la sécurité de la région et du monde un risque beaucoup trop grand.

QUESTION - Mais pourquoi n'avez-vous pas soutenu les efforts brésiliens et turcs pour trouver une solution à la crise ?

LE PRESIDENT - Je ne peux pas vous laisser dire cela. La France a soutenu les efforts que votre pays a engagés, avec la Turquie, sur le dossier iranien. Je vous rappelle d'ailleurs que l'initiative brésilo-turque s'inscrivait dans le prolongement d'une offre que nous avons nous même faite, avec nos amis Américains et Russes, aux Iraniens quelques mois auparavant.

Il s'agissait de faire sortir d'Iran 1200kg d'uranium faiblement enrichi afin de les transformer, hors d'Iran, en combustible civil pour une activité de recherche médicale. Pourquoi 1200kg ? Parce que cela permettait de s'assurer que la quantité d'uranium que l'Iran aurait conservé - on estimait son stock à l'époque à 1600kg - ne lui permettait pas de fabriquer une bombe. C'était donc l'occasion, pour les Iraniens, de montrer si, comme ils le prétendent, leurs objectifs n'étaient que civils, et non militaires.

Que s'est-il passé ensuite ? Les Iraniens ont refusé notre offre, après avoir tergiversé pendant plusieurs mois. Puis, quand le Brésil et la Turquie ont, avec beaucoup de convictions, repris le dossier, les Iraniens ont à nouveau fait trainer autant qu'ils le pouvaient. Quand enfin ils ont fait mine de reprendre les discussions, presque 10 mois plus tard, leur stock d'uranium avait tellement augmenté - parce qu'en attendant, les centrifugeuses avaient continué à tourner - que même en sortant 1200 kg d'uranium, ils auraient conservé suffisamment de matière pour fabriquer une bombe. C'est très exactement l'objectif que poursuivaient les Iraniens en retardant les discussions.

Cela n'avait donc plus de sens de continuer. Voilà pourquoi, avec les autres membres du Conseil de sécurité, nous avons adopté une nouvelle résolution de sanctions.

Je n'ignore pas que cette situation a créé ici au Brésil de l'incompréhension et - disons les choses - un certain ressentiment. Mais je veux que vous compreniez qu'à aucun moment la France n'a remis en question les intentions positives de votre démarche. Ce sont les Iraniens qui n'ont pas su saisir les mains que nous leur tendons pour parvenir à une solution pacifique à cette crise. Nous n'avons donc pas d'autre choix que d'imposer des sanctions croissantes, pour convaincre les dirigeants iraniens qu'ils n'ont rien à gagner et tout à perdre en continuant à violer leurs obligations internationales.

QUESTION - La France soutient-elle la candidature du Brésil à un siège permanent au Conseil de Sécurité des Nations Unies ? Pour quelle raison ?

LE PRESIDENT - La France a même été l'un des tous premiers pays à soutenir cette candidature. Pourquoi ? D'abord parce que le Brésil est d'ores et déjà un acteur incontournable sur la scène internationale, et qu'il le sera plus encore demain. Il a le poids, les capacités et surtout la volonté de contribuer à la stabilité et à la paix dans le monde. On le voit déjà en Haïti, où le Brésil fournit l'ossature de la Mission des Nations Unies dont il est le premier contributeur. Pour ne prendre

... l'existence de la mission des Nations Unies dans ce premier comité, pour ne pas dire que cet exemple.

Ensuite parce si nous voulons - et c'est le cas de la France - que le Conseil de sécurité demeure l'enceinte principale pour la paix et la sécurité internationales, il doit être plus représentatif des équilibres de notre monde. Ceci vaut d'ailleurs pour la gouvernance mondiale dans son ensemble, et c'est pourquoi la France s'est autant battue pour que les grands pays émergents y soient mieux représentés, à la hauteur de leurs poids politique et économique.

Cette réforme, elle est déjà bien engagée. D'abord avec le G20, créé à l'initiative de la France et qui permet aux nouvelles puissances d'être autour de la table du premier forum de coopération économique et financier du monde avec la réforme de la Banque mondiale et celle du FMI, ensuite, où le poids des économies émergentes a été très significativement renforcé.

Mais il faut aller plus loin. La réforme du Conseil de sécurité ne peut plus attendre. Il en va de la légitimité et donc de l'efficacité des Nations Unies. La France, avec le Royaume-Uni, a proposé une réforme intérimaire, qui permettrait d'élargir dès maintenant le Conseil de sécurité en confiant à certains Etats un mandat plus long que le mandat actuel des membres non permanents. Cette réforme intérimaire n'est peut-être pas l'idéal, mais c'est probablement le seul moyen de sortir d'un blocage de vingt ans. Ce serait une étape décisive vers un élargissement définitif. Nous avons besoin du soutien du Brésil pour la faire aboutir.

QUESTION - La présidente Dilma Rousseff va réévaluer les offres faites dans le cadre du programme d'acquisition d'avions de combat. Quelle justification le gouvernement brésilien a-t-il présentée sur le fait qu'il fasse marche arrière sur une négociation qui semblait pourtant conclue en faveur du Rafale, et qu'il offre la France afin de confirmer le statut de favori de son avion ? Et en quoi selon vous la différence de position entre le Brésil et la France sur le programme nucléaire iranien a-t-elle influencé la décision de Dilma Rousseff ?

LE PRESIDENT - Je comprends parfaitement que le Brésil ait voulu se donner un peu plus de temps pour prendre une décision de cette importance. Il s'agit d'un choix majeur, d'un choix stratégique, qui engage votre pays pour les années à venir. Je ne perçois donc pas cette décision comme une « marche arrière », mais comme l'expression de la volonté des dirigeants brésiliens de choisir le meilleur avion pour le Brésil.

De ce point de vue, nous restons convaincus que l'offre française est la plus adaptée aux besoins brésiliens. D'abord, parce que le Rafale est aujourd'hui l'avion de combat le plus performant et le plus polyvalent sur le marché et ensuite, parce qu'il a fait ses preuves en opérations, contrairement à l'un de ses concurrents qui n'est que virtuel et enfin, parce que cette offre est assortie de transferts de technologie sans restriction et garantis par l'Etat français, ce qu'aucun des deux autres compétiteurs ne peut faire de manière crédible. De son côté, sur les sous-marins, et particulièrement le développement d'un sous-marin à propulsion nucléaire brésilien, notre pays a montré qu'il tenait ses engagements.

En fait, dans ce domaine comme dans tous les autres domaines de notre coopération économique et technologique avec le Brésil, nous avons compris que de simples relations de fournisseur à client sont dépassées. Il ne s'agit plus de vendre et d'acheter, mais de faire ensemble. Cette coopération sur les avions de combat doit aussi contribuer au développement de l'industrie de défense du Brésil. Cet objectif d'indépendance et de souveraineté, la France le trouve d'autant plus légitime que c'est aussi celui qui a présidé au développement de sa propre industrie de défense.

S'agissant de la question iranienne, qui n'a rien à voir, je ne vois pas en quoi elle pourrait influencer le choix des autorités brésiliennes. Comme je vous l'ai dit, au-delà des différences que nous avons pu avoir sur la méthode, nos deux pays se rejoignent, sur le fond, pour considérer que la prolifération nucléaire est l'une des plus graves menaces pour la paix et la sécurité internationales.

QUESTION - Certains disent que le partenariat stratégique entre la France et le Brésil est le fruit d'une relation privilégiée que vous avez entretenue avec l'ancien président Lula. Cette relation privilégiée va-t-elle se poursuivre avec la nouvelle présidente, Dilma Rousseff ?

LE PRESIDENT - Je n'ai aucun doute là-dessus. Le choix du Brésil pour la France, ce n'est pas

une question de personne, c'est un choix stratégique, qui engage nos deux pays sur le long terme.

Mais c'est aussi, je crois, un choix naturel, parce que nos deux pays partagent fondamentalement la même vision du monde et sont portés par les mêmes valeurs. Nous sommes deux grandes démocraties, attachées à promouvoir la paix et la sécurité par le dialogue, et nous mettons toujours l'homme au cur de toutes choses £ nous sommes deux puissances économiques importantes, également soucieuses des équilibres sociaux £ deux acteurs engagés dans les affaires du monde qui ont l'ambition d'adapter les institutions internationales héritées du XXème siècle aux réalités du XXIème siècle.

La France est déterminée à aider le Brésil à s'affirmer comme un acteur de premier plan sur la scène internationale £ elle a besoin en retour du Brésil pour faire progresser la vision du monde que nous avons en partage. Je suis donc très confiant dans le fait que nous pourrions approfondir et renforcer avec Dilma Rousseff ce partenariat que Lula et moi avons porté à un niveau authentiquement stratégique.